

MÉTHODE

AFRICANISME

CÔTE-D'IVOIRE

SUD-SOUDAN

BURKINA FASO

BURUNDI



Le politique en Afrique : le haut, le bas et le vertige

L'OPPOSITION haut/bas, annoncée avec trompes et trompettes il y a dix ans comme thème majeur de *Politique africaine*, est-elle toujours pertinente ? L'un des « inventeurs » de cette approche a pris récemment ses distances par rapport à ce genre de dyades qui mènent à une « dérive binaire de la spatialisation » et, par là, à la négation de « l'hétérogénéité radicale » des sociétés africaines (1). En outre, les choses ont quelque peu changé depuis 1981. Les limites de l'autoritarisme des régimes étatiques africains sont apparues de façon plus nette. Dans certains pays, l'État vit sous la menace de l'écroulement total. L'implosion récente des dictatures à parti unique dans l'Europe de l'Est a eu des conséquences spectaculaires en Afrique. Les défenseurs acharnés des régimes à parti unique — et les plus autoritaires d'entre-eux — se sont convertis avec éclat au multipartisme. Cette tendance à la démocratisation signifie-t-elle que la sépara-

tion entre le « haut » et le « bas » deviendra moins nette ? Aurons-nous besoin d'autres perspectives pour étudier le politique en Afrique au cours des années 1990 ?

Des services indéniables

Admettons d'abord que la métaphore du « haut » et du « bas » a rendu des services indéniables. Dans cette perspective, on s'oblige en effet à prêter attention à un éventail très large de formes d'expression politique et plus particulièrement à des activités qui semblent se situer en dehors de l'espace étatique, mais qui n'influent pas moins sur les processus de formation de l'État. Il apparaît ainsi que l'État en Afrique a, comme ailleurs, sa propre historicité — la « banalisation ». On ne peut plus réduire le rôle de l'État à une authenticité africaine particulière, mythe forgé par cer-

(1) J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

tains anthropologues et accaparé par la suite par certains leaders africains. Mais on ne peut pas non plus comprendre l'État africain comme résultant exclusivement d'interventions externes. En effet, les sociétés africaines se sont appropriées les formes politiques modernes et celles-ci se sont enracinées dans des structures sociales locales. Pour étudier ces processus d'hybridation, il faut prendre le « politique » au sens le plus large du terme. Les pratiques quotidiennes de l'exercice et du « sillage » du pouvoir ont leur importance, et il en est de même de certains domaines conceptuels, comme ceux relatifs à la parenté ou à la sorcellerie, que l'on n'a pas l'habitude d'intégrer au politique dans le monde occidental. Le politiste se voit ainsi obligé de travailler avec des anthropologues, des historiens et d'autres spécialistes en sciences sociales.

Dix ans de *Politique africaine* ont montré que cette formule est féconde. D'autant que l'avance sur la littérature anglo-saxonne était indéniable ; ce n'est que tout récemment que nos collègues anglophones ont développé des idées semblables (2). L'attention récente portée à l'État en tant qu'obstacle au développement montre à quel point il est urgent d'élaborer une vision plus large du politique, car on ne pourra saisir les aspects problématiques du fonctionnement de l'État qu'en intégrant dans l'analyse les pratiques plus informelles du pouvoir, de sa « réception » et de son « sillage ».

Cependant, penser en termes de « haut » et de « bas » comporte également des risques. Comme toute dyade, celle-ci peut suggérer une séparation absolue qui n'existe pas réellement. Si on la prend trop au

sérieux, la métaphore devient une formule passe-partout. Ce qui est troublant en Afrique, c'est que la politique d'en « haut » joue parfois sur les mêmes registres que ceux d'en « bas ». A première vue, la sorcellerie apparaît, par exemple, comme une arme subversive des pauvres. En réalité, les croyances relatives à la sorcellerie aboutissent souvent à la confirmation des relations de domination nouvelles (3). Les dominants, dans leurs stratégies politiques, se saisissent, autant que les dominés, des conceptions et des pratiques locales. La dynamique des cultures africaines locales et leur créativité à l'égard des évolutions politiques modernes tend à estomper la séparation « haut »/« bas ».

Une autre confusion s'établit quand on pense la politique d'en « bas » comme une activité se situant principalement en dehors de l'État. Dans les régions d'Afrique où j'ai travaillé, les stratégies des dominés avaient un caractère informel, mais elles visaient souvent l'État, c'est-à-dire l'accès aux ressources étatiques. Le but était de « manger » l'État, comme l'a dit récemment J.-F. Bayart. En ce sens, l'État garde sa place centrale dans la société, aussi bien vu d'en « haut » que d'en « bas ». L'opposition « haut »/« bas » peut alors

(2) P. Chabal (ed.), *Political Domination in Africa: Reflections on the Limits of Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986 ; D. Rotchild et N. Chazan (eds), *The Precarious Balance of State and Society in Africa*, Boulder, Westview Press, 1988. Voir aussi, pour une approche critique de ces auteurs, l'article d'A. Mbembe dans ce numéro.

(3) Voir M. Rowlands et J.-P. Warnier, « Sorcery, Power and the Modern State in Cameroon », *Man (N.S.)*, 23, 1988 ; et P. Geschiere, « Sorcery and the State: Popular Modes of Action among the Maka in Southeastern Cameroon », *Critique of Anthropology*, 8, 1988.

semer pareille confusion que celle entre État et société.

Que penser, par exemple, de l'opposition entre une *state centered* et une *society-centered approach* dont il est beaucoup question dans une publication récente qui nous vient des États-Unis (4). Certes, on peut se réjouir que ces politologues se rendent compte à leur tour que l'on ne saurait étudier l'État africain comme une sorte de corps étranger, mais qu'il convient de le saisir dans ses interactions avec la société africaine, ce qui, en soi, n'est pas une idée tellement nouvelle (5). Leur *society-centered approach* prend cependant comme point de départ l'opposition société/État ; elle se fonde sur l'idée qu'en Afrique, des groupes de plus en plus importants se rallient à une *exit option* par rapport à l'État en essayant de créer un domaine qui leur est propre en dehors de l'État.

On peut se demander si cette opposition n'est pas trompeuse, surtout là où l'État a su préserver un minimum de stabilité et dispose toujours de ressources substantielles, souvent grâce à l'aide étrangère. Il est vrai pour toute l'Afrique — constatation banale, car valable universellement — que le politique est gouverné par une multitude de réseaux informels en dehors des circuits politiques formels. Mais il serait trompeur de suggérer que ces réseaux se situent en dehors de l'État. Le trop fameux « secteur informel », espoir de beaucoup d'experts en développement au cours des années quatre-vingt, ne peut pas être pensé en dehors de l'État, et il en est de même de la *second economy* que certains voient se développer en Afrique (6). L'accès — direct ou indirect — à l'appareil étatique apparaît là aussi comme l'un des facteurs détermi-

nants de la réussite ou de l'échec. Même dans les circuits secrets de la contrebande — qui sont, aux yeux de N. Chazan, l'exemple type de l'*exit option* contre l'État —, les entrepreneurs les plus en vue semblent être ceux qui disposent d'appuis au sein de l'État ou qui appartiennent eux-mêmes à l'appareil administratif. On peut donc se demander si ces circuits ne doivent pas être pensés comme des excroissances de l'État. Même s'ils ne sont pas directement contrôlés par l'appareil étatique, ils se greffent néanmoins sur l'État.

Par conséquent, un des concepts les plus importants dans la discussion récente sur l'État et l'économie en Afrique est la notion de *straddling*, formule conçue par Cowen et développée par Bayart dans ses spéculations sur le « chevauchement » (7). Ce concept attire notre attention aussi bien sur le « sapage » de l'État — comment on « mange » l'État — que sur la centralité continue de celui-ci. Les développements dans un pays comme le Cameroun — mais aussi, par exemple, au Nigeria — nous montrent une sorte de paradoxe : on constate une « privatisation » croissante de l'État, sans que cela entame sa position centrale au sein de la société.

(4) D. Rotchild et N. Chazan, *op. cit.*

(5) On s'étonne, par conséquent, qu'Azaya, dans l'introduction du livre de D. Rotchild et N. Chazan (*op. cit.*, p. 5), remarque sèchement que l'intérêt des chercheurs s'est porté beaucoup trop sur l'État au détriment de la « société ». C'est faire peu de cas de la littérature impressionnante produite par les anthropologues et les historiens sur les changements sociaux en Afrique. La teneur des débats dans *Politique africaine* était justement de dépasser cette séparation stricte entre différentes disciplines.

(6) Voir J. McGaffey, *Entrepreneurs and Parasites: The Struggle for Indigenous Capitalism in Zaïre*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

(7) Voir J.-F. Bayart, *op. cit.*

Le « chevauchement » reste la sagesse politique suprême en Afrique, pour ceux d'en « haut » aussi bien que pour ceux d'en « bas ». Dans les stratégies de ces derniers aussi, des points d'appui, formels ou informels, au sein de l'État gardent toute leur importance (8).

Il est clair que l'aide au développement constitue une condition importante à cette situation paradoxale : cette aide, en effet, passe en grande partie par l'État. Une telle situation, où des ressources importantes sont introduites par le « haut », encourage « le manger de l'État », mais renforce en même temps sa centralité. Dans ce domaine, des changements semblent cependant s'annoncer. Même la Banque mondiale insiste aujourd'hui sur l'échec des régimes étatiques. L'aide devrait être « détournée » vers les ONG afin de renforcer des circuits en dehors de l'État ; le rapprochement avec certaines idées soutenues dans la publication de D. Rotchild et N. Chazan citée ci-dessus saute aux yeux. On espère, en outre, qu'un tel développement aura des conséquences politiques en stimulant les processus de démocratisation. Le renforcement récent de certains facteurs oppositionnels peut nourrir ces espoirs. Les rapports entre « le haut » et « le bas » sont-ils réellement en train de changer ?

La restructuration de l'aide aura sans doute des conséquences importantes pour l'État. Dans certaines régions d'Afrique, l'ère de l'aide a déjà acquis une durée égale à celle de l'ère coloniale. Dans l'analyse du politique en Afrique, le « dispositif de l'aide » — j'emprunte cette notion à J.-R. Chauveau (9) — doit donc être pris en compte comme un facteur autonome, de la même importance, par exemple, que l'histoire coloniale antérieure. Mais on

peut se demander, cependant, si la restructuration de l'aide aura bien les effets politiques désirés. On doit se demander notamment si une aide étrangère qui cherche à éviter l'État n'aura pas comme résultat l'émiettement sans frein des efforts consentis (10).

Aide extérieure et démocratie

Dans ce contexte, une question centrale pour l'étude du politique est sans doute de savoir dans quelle mesure la restructuration de l'aide créera des conditions favorables à l'épanouissement de la démocratie. La situation sera-t-elle, en effet, meilleure que celle qui prévalait immédiatement après l'indépendance ? L'exemple du Cameroun —

(8) Il y a, bien sûr, des exceptions. Récemment des auteurs-femmes ont souligné que certains groupes de femmes ont résolulement choisi l'*exit option* contre l'État (voir J. Parpart, « Women and the State in Africa », in D. Rotchild et N. Chazan, *op. cit.*, pp. 208-233 ; voir aussi une intéressante étude de cas par J. Van Santen sur les femmes et la contrebande dans le Cameroun du Nord, à paraître dans P. Geschiere et P. Konings (eds.), *State and Society in Cameroon. The Emergence of Alternative Modes of Accumulation*, sous presse). Mais on peut se demander, là aussi, si l'*exit option* n'a pas des limites. Le succès de certaines « Mamma-Benz » au Ghana serait, par exemple, lié de bien des façons à la corruption d'hommes politiques importants (qui fournissent à ces femmes d'affaires leur capital de départ). Quand cette accumulation par les femmes acquiert une certaine vitesse de croisière, il devient de plus en plus difficile d'opérer en dehors de l'État.

(9) J.-P. Chauveau, « Mise en valeur coloniale et développement », in P. Boiral, J.-F. Lanteri et J.-P. Olivier de Sardan, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*, Paris, CIFACE-Karthala, 1985 ; voir aussi l'introduction de J.-P. Olivier de Sardan dans ce livre.

(10) Voir *Politique africaine*, 37, 1990 ; et M. Doornbos, *The African State in Academic Debate*, The Hague, Institute of Social Studies, 1989.

où, après 1960, en moins de deux ans, tous les partis politiques existant furent « avalés » par la formation politique dominante — a connu des parallèles partout en Afrique, et cet exemple reste pertinent aujourd'hui. Les raisons de ces fusions multiples étaient claires à l'époque : le nouveau chef de l'État disposait de la « cagnotte » — à l'époque comprenant surtout des postes politiques et gouvernementaux — et les politiciens n'avaient qu'une alternative : se rallier au parti gouvernemental ou se retrouver sur une voie de garage. Les mouvements oppositionnels d'aujourd'hui ne risquent-ils pas d'avoir à faire le même choix ?

Tant que la centralité de l'État se voit confirmée par l'aide étrangère — et l'on doit se demander sérieusement si les réorientations récentes dans l'univers de l'aide pourront réellement changer la situation existante —, des mouvements d'opposition auront beaucoup de mal à se construire et à préserver une base interne. Il semble que les processus de démocratisation auront des chances réduites d'aboutir tant que les dominants n'auront qu'un intérêt limité à exploiter la force de travail des dominés. Une véritable transformation des rapports entre « le haut » et « le bas » présuppose une réévaluation des ressources locales : les régimes étatiques devraient dépendre moins d'appuis externes et plus de leurs bases économiques internes. Mais la constellation internationale semble peu propice à une telle réévaluation. Ce sont des vérités banales, mais elles nous amènent à un certain scepticisme à l'égard de la création éventuelle d'un espace institutionnalisé permettant à des voies oppositionnelles de s'exprimer. Dans l'avenir encore, on aura donc

toujours intérêt à prêter attention à des réactions informelles d'en « bas », en marge du domaine politique formel.

Il s'ensuit, à mon avis, que l'étude du politique en Afrique, au cours des années quatre-vingt-dix, aura toujours besoin de concepts permettant de dépasser les démarcations formelles du politique. En ce sens, la notion de « politique par le bas » garde toute son importance : elle nous incite en tout cas à débusquer le politique dans des endroits inattendus (11). Il en est de même du concept de « chevauchement » qui fait référence à l'inventivité des acteurs politiques s'efforçant de coupler leurs points d'appuis politiques formels à d'autres positions dans la société.

Il faudrait, en outre, se pencher davantage sur l'étude comparative des variations locales. Les formes d'expression du politique par le « bas » diffèrent autant que les possibilités de chevauchement et d'accumulation. Dans tous les pays, les originaires de certaines régions profitent davantage des possibilités offertes que ceux d'ailleurs. Cela ne dépend pas seulement des modalités d'intégration de telle ou telle région dans l'État et dans le marché mondial, mais aussi de l'espace créé par les structures sociales locales. La notion de « stratégie de désaccumulation », développée par D. Miaffo et J.-P. Warnier, est pertinente dans ce contexte. Ces auteurs essaient de démontrer, pour le cas du Cameroun, que les entrepreneurs autochtones subissent, partout, la pression de certaines stratégies d'en « bas » : cependant, la forme et l'efficacité de ces stratégies

(11) Voir plus particulièrement D.C. Martin, *Tanzanie. L'invention d'une culture politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988.

différent selon les régions. D'après eux, le succès relatif des entrepreneurs Bamiléké de la province de l'Ouest s'explique avant tout par le fait qu'ils sont en mesure de se protéger contre la « désaccumulation » grâce à certains traits de la culture bamiléké, par exemple dans le domaine de la parenté par l'héritage indivis et par certaines limites au devoir de réciprocité vis-à-vis de la parentèle, mais également par le rôle spécifique des associations coutumières dans cette région. Il va de soi que ces traits ne doivent pas être pris comme des données traditionnelles immanentes, mais comme des transformations contemporaines des modèles autochtones (12).

Les possibilités de chevauchement et d'accumulation dépendent

apparemment toujours de la dynamique des modèles d'organisation locaux. Mais cette dynamique, à son tour, ne peut être comprise que dans son interaction avec le pouvoir étatique et l'économie marchande. Les articulations des nouveaux modes de domination et d'extraction de surplus d'une part, et les modes d'organisation locaux d'autre part, ont suivi des scénari différents. On aura besoin d'une meilleure compréhension de ces scénari régionaux — dont certains s'ébauchaient déjà avant la conquête coloniale — pour combattre les explications globales et simplificatrices de la crise de l'État africain et pour comprendre réellement l'historicité de cet État.

Peter Geschiere

(12) Voir D. Miaffo et J.-P. Warnier, « Accumulation et ethos de la munificence », à paraître dans P. Geschiere et P. Konings, *op. cit.* Le but de cet ouvrage collectif est de comparer les modes régionaux dans les rapports État/société et dans la mise en place de réseaux d'accumulation informels au Cameroun.